

## **Réforme de l'université algérienne. L'impérieuse nécessité**

### **1. Introduction :**

Le système de formation universitaire (le système éducatif en général) n'évolue pas en vase clos. Il est en relation étroite avec le développement économique, social et culturel. Il prend avantage de ses réussites et de son épanouissement mais subit également ses crises, conflits et contradictions. La situation de l'université est un reflet de la situation que vit le pays et elle est caractérisée par une crise multiforme, des déceptions et des espoirs.

Après la signature par l'Algérie de l'accord d'association avec l'UE, notre pays se trouve devant une nouvelle situation et des échéances courtes pour procéder à une mise à niveau de l'ensemble des entreprises. Ceci ne manquera pas d'avoir des répercussions directement ou indirectement sur le système d'éducation.

Le système éducatif et particulièrement la formation supérieure sont interpellés pour produire des femmes et des hommes capables de comprendre, intégrer et développer les connaissances indispensables, aujourd'hui plus qu'avant, dans l'amélioration des performances dans tous les domaines de la production socio-économique et culturelle. L'interdépendance de l'activité de formation et de l'activité économique exige, au même titre que pour les différentes entreprises, une profonde transformation du système de la formation supérieure. Il n'est pas pensable d'admettre que les différentes entreprises algériennes puissent survivre dans un environnement marqué par le savoir-faire et les connaissances scientifiques alors que le système de formation continue à produire des cadres dont la qualification ne répond plus aux exigences imposées par le marché mondial.

Il faut savoir que les principes actuels de la politique éducative du système d'éducation et de formation sont toujours ceux rappelés dans le préambule de l'ordonnance du 16 avril 1976 et qui ont été traduits sur le terrain par les orientations suivantes :

- Le système éducatif doit être démocratique: Il doit assurer une scolarisation obligatoire et suffisamment longue pour permettre une meilleure cohésion nationale, promouvoir la langue nationale, l'algérianisation, l'enseignement et aussi celle de son encadrement.
- Le système éducatif doit être moderne et scientifique.
- La traduction de ces principes dans la réalité n'a pas été souvent en conformité avec les objectifs visés.

Les différentes étapes de notre système éducatif peuvent être regroupées en plusieurs périodes.

- **Période 1962-1970** : Cette période est caractérisée par l'introduction de l'arabisation du contenu des programmes de langue nationale.
- **Période 1970-1979** : La mise en œuvre des plans de développement fait apparaître l'inadéquation du système de formation et les besoins en cadre du secteur économique. L'éducation nationale éclate en plusieurs départements. En 1971, une réforme de l'enseignement supérieur est annoncée.
- **Période 1980 à nos jours** : Elle est caractérisée par la mise en application de l'école fondamentale telle que prévue par l'ordonnance d'avril 1976. Elle voit aussi, quatre ans plus tard, l'adoption et la mise en application de la carte universitaire : mise en place de nouveaux statuts des universités, création des INES, des ENS, introduction d'un nouveau système d'évaluation, arabisation des sciences sociales...

La traduction du principe de démocratisation s'est illustrée par une évolution impressionnante des effectifs dont les conséquences ont été la multiplication des efforts et des moyens pour le développement des infrastructures et de leur entretien. Ceci a entraîné l'augmentation, de manière spectaculaire, du coût des œuvres sociales. L'université s'est placée depuis dans une situation de crise permanente. Cette situation qui continuera jusqu'à nos jours se caractérise par le taux d'échec très élevé parmi les étudiants ; et le rendement des différents cycles est très faible à tel point que la relève n'est plus assurée. La structure de l'ensemble des enseignants est déséquilibrée.

Dans un tel contexte les principes du système d'éducation n'ont plus aucun sens. Pour maintenir une cohérence d'apparence, on applique le slogan « pour chaque bachelier une place pédagogique » comme principe de base. Le prix à payer est très élevé pour une telle orientation. Chaque rentrée universitaire est devenue l'événement majeur qui mobilise l'essentiel des efforts des gestionnaires. Les missions véritables de l'université se retrouvent ainsi reléguées au plan secondaire. La conséquence d'une telle politique s'est traduite par le départ massif durant la décennie 90 de nombreux enseignants souvent parmi les mieux formés. Ceci est très grave, même si certains trouvent des circonstances atténuantes dans la situation sécuritaire du pays, pour n'avoir pas pris de décisions pour sauvegarder un capital et des ressources inestimables, que notre pays a mis plus de trois décennies à accumuler.

Des changements structurels ont été introduits, il y a trois années dans les statuts de l'université marqués par le retour au système de facultés. Mais ces modifications n'ont rien changé aux problèmes qui rongent l'université.

La situation dramatique vécue par notre pays ces dernières années n'a pas permis l'instauration d'un débat sur le projet de développement de l'université algérienne et a même accéléré la rupture du système de formation avec la société, ce qui a eu pour conséquence que l'université n'a pas joué le rôle qui lui était naturellement dévolu pour contribuer aux différents débats qui ont secoué la société.

Les étudiants, quant à eux pour de multiples raisons, se limitent à défendre les « acquis » du système de formation : défendre un système d'évaluation des plus mauvais et maintenir les coûts de restauration et d'hébergement. Ce constat doit nous faire saisir la nécessité de procéder à une profonde réforme de l'université algérienne en écartant les illusions du passé. Cette tâche revêt aujourd'hui un caractère prioritaire par l'importance et la grande place réservée au savoir-faire et à la maîtrise de la technologie dans le développement économique, social et culturel.

## 2. Situation actuelle :

Cette situation prend ses racines, comme nous venons de le voir, dans l'absence de politique courageuse depuis le début des années 80. Aujourd'hui l'université s'est figée aussi bien par ses méthodes de gestion, d'orientation que d'enseignement. Paradoxalement depuis 1995, les étudiants qui arrivent à l'université sont admis avec des notes meilleures qu'auparavant et l'université est incapable de les prendre en charge correctement. Les données du tableau 1 parlent d'elles-mêmes.

**Tableau 1 :** Evolution du taux de réussite au baccalauréat

Année	Note	Note	% cohorte	Observation
	% ≥ 10	% ≤ 10		
1995	49	51	8.6	Calcul approximatif de la cohorte sans tenir compte des abandons
1996	55	45	11.3	
1997	56	44	12.2	
1998	74	26	10.7	
1999	84.4	15.6	11.8	
2000	84.11	15.89	14.8	
2001	100	0	16.5	

Commentons les données de ce tableau.

Durant 1980-1995, les lauréats du baccalauréat étaient majoritairement admis avec rachat. La valeur scientifique du baccalauréat était ternie,

l'université ne pouvait accepter ce type d'étudiants surtout dans les filières dites « nobles » (par la société) à savoir médecine, informatique, architecture, vétérinaire et à une certaine période agronomie. La pression par la société sur l'enseignement supérieur était trop forte. Face à cela à partir de 1991, l'enseignement supérieur a appliqué un système de quotas en fonction, au début, de la nature du baccalauréat, des notes obtenues dans les matières principales, de la région géographique etc.... Ce système a permis de réguler les flux et il a atteint ses objectifs puisque indirectement la société après 5-6 années a compris qu'il fallait un baccalauréat avec de bonnes notes pour pouvoir accéder aux filières voulues. Cette exigence de qualité introduite de manière inconsciente par le MESRS a porté ses fruits sur les élèves et parents d'élèves. En revanche, le MESRS n'a pas appliqué pour lui-même ces exigences, il continue d'appliquer un système d'orientation qui n'est plus viable, dans le sens où il continue toujours d'appliquer une politique de quotas qui fait fi de la qualité des étudiants. Citons en par exemple :

Les conditions d'inscriptions dans les filières les plus prisées sont devenues moins exigeantes que dans les filières qui étaient négligées. Aujourd'hui, il est plus difficile de s'inscrire à l'institut national du commerce, Interprétariat que dans les filières de médecine.

En 1996, le ministère de l'enseignement supérieur applique la proposition de création de tronc commun pour les sciences médicales, sciences exactes, sciences humaines. Cette décision a été acceptée avec soulagement par la société et la communauté des enseignants, malheureusement la politique du tronc commun des sciences de la nature et de la vie n'a pas duré plus d'une année.

Le MESRS pense régler l'orientation en manipulant les notes d'accès dans le sens de réduire où d'augmenter le nombre d'étudiants dans tel ou tel discipline ou spécialité. Cette politique caractérisée par une absence totale de stratégie a malheureusement des conséquences négatives sur le développement de l'université :

- Abandon des spécialités qui sont aussi stratégiques que nécessaires pour le pays à savoir, les sciences fondamentales (mathématiques, physique, chimie) la technologie et les sciences humaines et sociales.
- Dévalorisation du cycle court alors que les pays développés en font leur credo.
- Absence de vision à long terme dans la gestion.

Voyons maintenant la répartition des étudiants par région dans les principales universités du pays.

Tableau 2 :

	Centre	Est	Ouest
<b>Enseignants</b>	6 569	4 956	2 907
<b>Etudiants</b>	143 302	111 493	77 381
<b>Ratio Etds/Ens</b>	21	22	26
<b>Pr/MC</b>	1 165	830	539

Le tableau 2 représente l'encadrement de 332 176 étudiants par les 17 principales universités qui comptent 14 532 enseignants (Pour le centre : U. Alger, USTHB, U. MMTO, U. Blida, U. Boumerdès, U. Béjaïa, U. Chelf. Pour l'Est : U. Constantine, U. Annaba, U. Batna, U. Setif, U. Biskra. Pour l'Ouest : U. Oran, USTO, U. Tlemcen, U. Sidi Bel Abass, U. Mostaganem). On peut lire ces chiffres de manière plus expressive en disant que 81 % des étudiants et 82 % des enseignants sont concentrés dans 17 universités du Centre-Est-Ouest du pays. Ces tableaux font ressortir aussi les ratios Etudiants/Enseignants, il faut signaler aussi que 43 % des diplômés sont fournis par ces universités.

Examinons l'évolution de l'effectif des enseignants au niveau national dans un premier temps et celle des enseignants de la région centre qui possèdent le plus grand nombre d'établissements surtout les établissements à recrutement national.

**Tableau 3 : Evolution des effectifs Enseignants par grade au niveau national et régional.**

Année	89/90		90/91		91/92		92/93	
	NT	RG	NT	RG	NT	RG	NT	RG
<b>Prof</b>	573	384	636	412	678	470	727	515
<b>MC</b>	905	417	907	463	866	418	836	381
<b>CC</b>	1958	1106	2070	1002	3055	1514	4225	1889
<b>MA</b>	6839	3274	7239	3336	6078	2950	5483	2718
<b>AS/P</b>	4261	1943	4319	1970	3819	1714	3108	1419
<b>Total</b>	14536	7124	1517	7183	14496	7066	14379	6922

Année	93/94		94/95		95/96	
	NT	RG	NT	RG	NT	RG
Prof	711	480	711	480	666	436
<b>MC</b>	865	350	865	350	959	431
<b>CC</b>	4659	2023	4659	2023	5205	2126
<b>MA</b>	4988	2399	4988	2399	5040	2500
<b>AS/P</b>	2957	1347	2957	1347	2557	1082
<b>Total</b>	14180	6599	14180	6599	14427	6575

Année	96/97		97/98		98/99		99/00
	NT	RG	NT	RG	NT	RG	NT
Prof	714	436	827	489	828	482	950
<b>MC</b>	1147	464	1318	444	1484	589	1612
<b>CC</b>	5565	2215	5932	2434	6697	2501	6639
<b>MA</b>	4993	2353	5527	2537	5287	2581	6275
<b>AS/P</b>	2162	1485	2197	1039	2229	1078	2476
<b>Total</b>	14581	6953	15801	8943	16526	7231	17460

RG : Régional. NT : National.

**Évolution du taux d'encadrement par rapport aux enseignants de rang magistral (Nombre d'étudiants par rapport au nombre d'enseignements permanents de rang magistral) Au niveau national et régional.**

**Tableau 4 :**

Période 89/90 – 99/00						
Années Universitaires	Au niveau national			Au niveau de la région centre		
	Etudiants A	Ens B	TX Enc A/B	Etudiants A	Ens B	TX Enc A/B
<b>89/90</b>	<b>182237</b>	<b>1478</b>	<b>123, 30</b>	<b>80642</b>	<b>801</b>	<b>100, 68</b>
<b>90/91</b>	<b>196800</b>	<b>1543</b>	<b>127, 54</b>	<b>84972</b>	<b>875</b>	<b>97, 03</b>
<b>91/92</b>	<b>221090</b>	<b>1544</b>	<b>143, 19</b>	<b>98139</b>	<b>888</b>	<b>110, 52</b>
<b>92/93</b>	<b>243397</b>	<b>1563</b>	<b>155, 72</b>	<b>109460</b>	<b>896</b>	<b>122, 17</b>
<b>93/94</b>	<b>238091</b>	<b>1576</b>	<b>151, 07</b>	<b>108971</b>	<b>830</b>	<b>131, 29</b>
<b>94/95</b>	<b>238427</b>	<b>1400</b>	<b>170, 31</b>	<b>107999</b>	<b>782</b>	<b>138, 11</b>
<b>95/96</b>	<b>252504</b>	<b>1625</b>	<b>155, 39</b>	<b>112243</b>	<b>867</b>	<b>129, 46</b>
<b>96/97</b>	<b>286013</b>	<b>1861</b>	<b>153, 69</b>	<b>119657</b>	<b>900</b>	<b>132, 66</b>
<b>97/98</b>	<b>339518</b>	<b>2145</b>	<b>158, 28</b>	<b>149822</b>	<b>933</b>	<b>155,89</b>
<b>98/99</b>	<b>324269</b>	<b>2312</b>	<b>140, 25</b>	<b>160528</b>	<b>1071</b>	<b>149,65</b>
<b>99/00</b>	<b>408000</b>	<b>2562</b>	<b>159, 25</b>	<b>167688</b>	<b>1165</b>	<b>143, 94</b>

Il apparaît à partir de ces tableaux que :

- De manière générale, l'encadrement diminue d'année en année.
- L'encadrement global au niveau de la région centre (en considérant les enseignants de rang universitaire) est au-dessous des normes. Ceci signifie un besoin d'enseignements de rang universitaire supplémentaire au niveau de la région centre uniquement.
- L'encadrement global en enseignants de rang magistral est très faible, 150 étudiants/enseignant et en excluant l'Ines SM Alger ce taux d'encadrement passe à 193 étudiants/enseignant de rang magistral.
- Dans les établissements universitaires, le taux d'encadrement passe de l'ordre de 4 étudiants/enseignant (à l'INA) à 49 étudiants/enseignant à l'Ines Sc. Commerciales d'Alger. Pour

l'année universitaire 98/99. Seule l'ENP répond aux normes internationales réelles d'encadrement.

Il reste quand même faible au niveau des universités :

- 44,56 étudiants/enseignant de rang universitaire à l'Université d'Alger.
- 33,93 étudiants/enseignant de rang universitaire à l'Université de Boumerdes.
- 32,32 étudiants/enseignant de rang universitaire à l'Université de Blida.

### **3. Evolution de la situation ou peut-on éviter le pire ?**

- Il y a un déséquilibre dans la répartition des enseignants de rang magistral dans les établissements universitaires et même entre les universités elles mêmes.
- L'Ines Sciences médicales d'Alger comprend à lui seul 27 % des enseignants de rang magistral. L'USTHB et l'université d'Alger regroupent ensemble 39 % d'enseignants de cette catégorie. Le reste des enseignants de rang magistral, soit 34 %, est répartie entre 4 universités, 2 centres universitaires et le reste des établissements universitaires.
- L'effectif des Assistants-Prof-ingénieur reste relativement important. Il est de 1 078 au niveau de la région centre. Il est concentré dans 4 universités (Université d'Alger, l'USTHB, Université de Blida et l'Université de Tizi-ouzou). Les 4 universités regroupent 65 % de l'ensemble des enseignants de même grade dans la région centre.

Il va de soi que le nombre d'enseignants connaît une stagnation drastique depuis une dizaine d'années, le métier de l'enseignement n'est plus attractif car non rémunérateur. En plus ce métier connaît trop de perturbations, source de conflit permanent avec les étudiants, l'administration. Il apparaît, à titre d'exemple pour l'année 98/99, à partir du schéma qui suit, que l'effectif des 6 universités de la région centre (Tizi-Ouzou, Béjaia, Boumerdes, Blida, Université d'Alger et USTHB) regroupent 4 749 enseignants soit 65,66 % de l'effectif global de la région centre, les deux centres universitaires (C.U Laghouat, le C.U Chlef) regroupent 3,47 % de l'effectif. L'Ines sm d'Alger regroupe 14,58 % de l'effectif et le reste des établissements (au nombre de 17) regroupent 16,02 % de l'effectif.

Globalement, l'effectif des enseignants est resté constant au niveau de la région centre.



Faisons un peu de prospective sur l'évolution des effectifs étudiants et enseignants pour mieux saisir la nécessité impérieuse de mettre en chantier la réforme de l'université.

<b>Cohorte</b>	<b>99/00</b>	<b>00/01</b>	<b>01/02</b>	<b>02/03</b>	<b>03/04</b>	<b>04/05</b>
Bacheliers à 15% de réussite	84874	109690	163185	124960	123656	120813
<b>Nombre d'étudiants</b>	408000	456490	546637	578669	599031	612019

L'hypothèse de calcul a été faite sur la base d'un taux de réussite à 15 % jusqu'à 2004/2005 et le taux de progression de diplômes de l'université évoluera d'un point chaque année. On aura en 2004/2005, 612 019 étudiants. (On doit réviser à la hausse ces données : en 2004 on aura pas moins de 700 000 étudiants, car l'université fournira au plus 70000 étudiants) cette dernière aura une population estimée à 600 000 étudiants et 480 000 c'est-à-dire 80 % de cette population sera accueillie par les 17 universités suscitées. Pour maintenir le taux de 22 étudiants par enseignant, il faut que ces universités totalisent 21 820 enseignants, c'est-à-dire avoir en plus 4 400 enseignants.

Ces projections sont assez grossières, elles gagneraient à être affinées, notre but est d'attirer l'attention des décideurs sur l'urgence de la prise en charge d'un plan de développement harmonieux, pour l'avenir de l'université.

Ce plan n'est pas une dépense de luxe, bien au contraire il est vital pour la nation. La notion de savoir pour tous tout au long de la vie n'est pas un slogan creux. Il a été décidé par les grandes nations de rejeter toute société qui n'a pas un minimum de savoir.

### **Les conditions pédagogiques de la formation et leur évolution :**

Au cours de ces vingt dernières années, le nombre d'étudiants inscrits en graduation a été multiplié par 8 passant d'environ 57 000 en 1979/80 à 450 000 en 2000/2001.

Cette progression n'a pas été linéaire. Notre système de formation supérieure a connu un développement extensif important depuis le début des années 1970, lié aux grands efforts de développement. La nomenclature des filières a connu une évolution importante, pour répondre aux besoins, larges et variés, en cadres qualifiés, induits par le développement. Ce développement extensif s'est fait avec de graves insuffisances et distorsions :

La formation d'enseignants hautement qualifiés ne procédait pas du même rythme que celui de l'évolution des effectifs étudiants et de l'ouverture de nouvelles filières et spécialités. Le taux national moyen d'encadrement a baissé et dans le même temps se font jour des distorsions importantes, en matière d'encadrement, entre les différentes filières et spécialités et instituts.

Si le taux-qualité semble être satisfaisant dans les Sciences Médicales, il n'en est pas de même dans les autres disciplines : grandes écoles, grandes universités. La situation est encore plus grave dans les Sciences et Techniques.

Malgré les efforts consentis dans la formation d'enseignants entre 1977/1978 et 1988/1989 (voir tableau1) qui ont vu leur nombre multiplier par 2,7, passant de 4 763 à 13 061, tous grades confondus, le taux de progression d'enseignants n'a pas connu le même rythme de progression pour la période 1990 – 2000. Cependant, si la progression du nombre de Maîtres de Conférences (titulaires d'une Thèse d'Etat) et celui des Maîtres Assistants (titulaires d'une thèse de 3<sup>ème</sup> Cycle) contribue à un réel développement de notre potentiel scientifique.

Les résultats enregistrés dans le développement de notre potentiel scientifique ne sont pas dus aux performances de notre système de formation post-graduée, mais essentiellement à la formation à l'étranger. Notre système de formation post-graduée reste confronté à de sérieux obstacles qui entravent son développement (Encadrement).

Le système national de formation post-graduée, support du développement qualitatif de l'enseignement supérieur et source de l'accroissement du potentiel scientifique et de recherche, n'a pas bénéficié d'une réelle attention et d'un soutien conséquent pour son développement. La prédominance du caractère extensif dans la politique de l'enseignement supérieur et les incohérences qui sont apparues ont mis le système en contradiction avec les objectifs recherchés : une formation de qualité. Dans le même temps et confronté à ces incohérences, le système commence déjà à générer une sélection sur des bases sociales. La démocratisation de l'enseignement devient une sélection « en différé ». Si cette situation venait à se maintenir, le système engendrera une formation « Au rabais ». En effet, il se développe une tendance : l'exode des étudiants, issus de milieux aisés, vers les universités des pays développés laissant l'université algérienne aux plus démunis.

La tâche de ceux qui croient qu'il est encore possible de sauver l'université algérienne, et par conséquent, multiplier les chances de notre pays pour l'accès au bien être du développement social et culturel, est immense. Les actions dans ce sens sont multiples, rappelons quelques-unes.

- Refonte des programmes en vue d'améliorer les profils de formation. Ces programmes doivent viser à assurer aux diplômés formés une grande capacité à s'adapter aux conditions changeantes de la production.
- Réfléchir sur l'ouverture de disciplines s'inscrivant dans les tendances actuelles du développement scientifique et technique, telles les Biotechnologies, l'Électronique et la Microélectronique (et leurs incidences sur le développement de l'informatique, l'audiovisuel, la bureautique et la productique)
- Améliorer l'encadrement de la formation supérieure. Une bonne formation exigera le développement de l'infrastructure nécessaire, la présence de quelques 25 000 à 30 000 enseignants-chercheurs, donc la formation de 7 000 à 10 000 enseignants.
- La formation des enseignants ne pourra être assurée que par notre système de formation post-graduée débarrassé des blocages actuels et ouvert à l'environnement international.

### **3. Conclusion :**

Ce constat doit nous faire saisir la nécessité de lancer la « mise à niveau » ou plutôt une profonde réforme de l'université algérienne en écartant les illusions du passé. Cette tâche revêt dans le contexte présent un caractère prioritaire par l'importance et la grande place réservées au savoir-faire et à la maîtrise de la technologie dans le développement économique, social et culturel.

La réforme du système de formation s'impose et doit tenir compte du fait qu'elle doit préparer les cadres de notre économie à jouer un rôle actif et performant dans la perspective de son intégration à l'économie d'une zone parmi les plus développée. La réforme doit aussi tenir compte de ce nouvel environnement pour fixer ses objectifs et ses moyens de mise en œuvre. Il n'y a aucune place à l'improvisation.

- L'égalité des chances : Les étudiants doivent avoir les mêmes chances de réussite quel que soit le milieu social d'où il vienne. Seuls la compétence et le travail seront les critères de sélection.
- Adoption des normes universelles : Le système d'évaluation, les critères d'évaluation de travaux pédagogiques et de recherche, les critères d'élaboration des programmes doivent être établis selon les normes universelles. Ceci aura pour résultat de « se remettre en cause » de façon permanente.
- Maintien de la cohérence du système : veiller régulièrement à maintenir dans des normes acceptables et comparables à ceux d'autres pays voisins (pour éviter le gaspillage des ressources humaines facteur indispensable dans le développement socio-économique et culturel de la société) les conditions de travail et le niveau de vie des enseignants et des cadres supérieurs.

Les conditions et les moyens de mise en œuvre de toute réforme conditionnent son succès